



Venezuela : nouveau régime ou retour aux populismes d'antan ?

Georges Couffignal, Daniel Van Eeuwen

► To cite this version:

Georges Couffignal, Daniel Van Eeuwen. Venezuela : nouveau régime ou retour aux populismes d'antan ?. Georges Couffignal. Amérique latine 2000, La Documentation française-Iheal, pp.133-150, 2000, Les annuaires de la Documentation française. halshs-00364093

HAL Id: halshs-00364093

<https://shs.hal.science/halshs-00364093>

Submitted on 5 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru dans :
Amérique latine 2000. Paris : La Documentation,
2000, p.133-150

VENEZUELA : NAISSANCE D'UN NOUVEAU REGIME OU RETOUR AUX POPULISMES D'ANTAN ?

Georges Couffignal et Daniel van Eeuwen

(respectivement professeurs à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle et à l'Institut d'Etudes politiques de l'Université d'Aix-Marseille)

Tout au long de l'année 1999, le nouveau Président du Venezuela, Hugo Chavez, aura régulièrement attiré l'attention des media, intrigue les chancelleries, plonge dans l'expectative les milieux financiers. Ancien militaire putschiste triomphalement élu fin 1998 chef de l'Etat, dans un climat de complète décomposition du régime, de rejet massif de la classe politique et de grave crise économique, son discours exalte en faveur des classes populaires, sa passion nationaliste, sa rhétorique aux relents tiers-mondistes n'ont pas laissé indifférent. La liste est longue des intentions suspectes ou parfois des vertus qu'on lui a prêtées, comme des conjectures sur les effets positifs ou négatifs de sa pratique du pouvoir. Est-on en présence d'un nouvel avatar des leaders populistes que l'Amérique latine a régulièrement produits, d'un mégalomane prêt à militariser la société, d'un étatiste du passé refusant les nouvelles règles de l'économie, d'un idéaliste illuminé rêvant d'une Amérique latine qui n'a jamais existé, ou encore d'une figure emblématique des changements politiques à l'oeuvre dans la région ? La multiplicité des questions illustre la difficulté à saisir à la fois l'homme et la complexité des évolutions qu'il accompagne ou qu'il promeut.

Nous voudrions montrer ici que le Venezuela est sans doute en train de changer de régime, qu'il connaît avec Chavez l'une de ces ruptures politiques dont son histoire a été parsemée. Si nombre d'incertitudes sur les évolutions futures existent, on aurait probablement tort de croire en des scénarii catastrophistes.

Il faut tout d'abord clarifier l'un des termes les plus couramment accolés à Chavez et qui prêtent le plus à confusion, celui de populiste. Le même terme est généralement employé pour désigner deux choses bien distinctes, mais que l'on a tendance à confondre. L'une concerne une forme d'Etat, l'autre une pratique politique. Le discours populiste ne se traduit pas nécessairement dans un Etat populiste. Il peut exister dans un Etat libéral, comme un discours libéral peut être tenu au sein d'un Etat populiste. La confusion vient de ce qu'en Amérique latine discours populiste et Etat populiste furent généralement réunis.

La pratique politique populiste est celle qui cherche, sur fond charismatique, à établir un contact direct entre le gouvernant et les gouvernés, à porter une attention particulière aux pauvres et aux exclus, à être à l'écoute de leurs préoccupations quotidiennes. La forme d'Etat populiste est celle qui a été construite en vue de répondre aux demandes des classes les plus défavorisées, quitte pour ce faire à prendre quelques libertés avec les canons de la démocratie, c'est-à-dire à employer des méthodes autoritaires. Comme l'a fort bien défini Edgar Morin, les régimes populistes se donnaient des objectifs démocratiques (incorporer le plus grand nombre d'exclus au système politique) en utilisant des moyens non démocratiques pour atteindre ces objectifs (construire

autoritairement un Etat corporatiste dans lequel les couches populaires et salariées auraient une place éminente). L'Argentine de Perón fut l'idéal type de ce régime et de cette pratique. Cardenas au Mexique dans les années 1930 ou Velasco au Pérou dans les années 1970 relevaient de la même catégorie. Notons que tous trois étaient des militaires....

Si Chavez procède du même corps et a sans conteste une pratique politique similaire, rien ne serait plus erroné que de croire ou faire croire qu'existe un "danger populiste", c'est-à-dire le danger d'un retour aux formes étatiques d'antan. Les régimes populistes s'étaient construits sur un modèle économique bien particulier, celui d'économies fermées, centrées sur le développement du marché intérieur, dans la logique de ce que l'on a appelé la "substitution d'importations". Ce modèle a vécu.

En Amérique latine aujourd'hui, aucun dirigeant politique "progressiste" – pas même Chavez – ne remet en cause le nouveau cours de l'économie, la croissance fondée sur l'ouverture des frontières et les échanges extérieurs. Imposé par les créanciers internationaux, en particulier le FMI, ce nouveau modèle de développement s'est implanté dans la région à partir de la seconde moitié des années quatre-vingts. Il a profondément changé la conduite des politiques économiques nationales et a suscité la création ou la dynamisation de nombre de regroupements régionaux. Le Venezuela est membre de trois d'entre eux, le "Groupe des trois" (avec le Mexique et la Colombie), l'Association des pays de la Caraïbes (APEC), la Communauté andine (avec la Colombie, l'Equateur, la Bolivie et le Pérou). Chavez a maintes fois répété qu'il aspire à rejoindre le Mercosur. Le risque d'un retour à une économie fermée et étatisée est donc purement fantasmatique. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

Ces précisions étant données, il n'en demeure pas moins que le "cas Chavez" mérite un examen particulier, pour comprendre à la fois ce qui se passe au Venezuela et pour s'interroger sur les évolutions susceptibles de s'opérer ailleurs en Amérique latine. Lorsqu'un dirigeant charismatique s'impose sur les décombres d'un système politique exsangue – songeons au retour de De Gaulle en France en 1958 – il convient toujours de s'interroger sur les raisons de l'adéquation entre un homme et une société. Cela passe par un examen attentif de la période passée et des grandes tendances historiques que l'on peut déceler dans cette société. C'est ce que nous ferons dans un premier temps. Nous pourrions ensuite nous interroger sur l'homme, sur les raisons pour lesquelles il fait souvent peur, pour essayer enfin de dresser le bilan de son action, spectaculaire sur le plan politique mais pragmatique et prudente en matière économique et en politique étrangère. Nous essaierons en conclusion d'en tirer quelques enseignements à la fois pour le Venezuela et pour l'ensemble de l'Amérique latine.

Le poids traditionnel des militaires dans la vie politique vénézuélienne

Depuis son indépendance au début du 19^{ème} siècle et la première République de 1830 jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle, le Venezuela a été principalement gouverné par des militaires. D'abord José Antonio Paez, général conservateur, jusqu'en 1864, puis, après l'instauration du fédéralisme, le libéral Antonio Guzmán (1870 - 1888), puis encore les caudillos de l'Etat andin du Tachira au tournant du siècle, et puis la longue dictature de Juan Vicente Gómez (1910 – 1955)....

A partir de 1936, toujours sous la conduite de chefs d'Etat issus des forces armées, mais

désormais élus selon de nouvelles règles constitutionnelles, s'amorce un cycle de reflux du caudillisme et des pratiques de gouvernement personnel. Des dirigeants militaires « démocrates » recherchent l'ouverture politique en direction des civils et permettent la création en 1935 d'un nouveau parti, Action Démocratique (AD), d'orientation social-démocrate. A partir de 1941 son chef, Romulo Betancourt, prend la tête d'une junte révolutionnaire associant civils et militaires. Les forces armées adhèrent alors à l'effort de modernisation institutionnelle et économique promu par l'AD. Dans une optique de type social-démocrate, un Etat interventionniste est mis en place. Il procède à une réforme agraire, entreprend une politique éducative en direction des masses, incorpore aux rouages de l'Etat une nouvelle centrale syndicale émanant du parti d'Action Démocratique, la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV). Une Assemblée nationale constituante est élue au suffrage universel. La nouvelle Constitution prévoit que le président de la République sera désormais élu lui aussi au suffrage universel et direct. De nouveaux partis sont créés, dont le COPEI (Comité d'Organisation Politique Electoral Indépendant), démocrate-chrétien, en 1946. AD et COPEI vont désormais rythmer la vie politique vénézuélienne.

En décembre 1947 le candidat de l'AD, l'écrivain Romulo Gallegos, remporte les élections présidentielles. Il est renversé par l'armée le 24 novembre 1948. Le colonel Marcos Perez Jiménez exerce le pouvoir de manière dictatoriale et tourne le dos aux tentatives de modernisation et de participation politique. A son tour, il est renversé le 23 janvier 1958 par un soulèvement des forces armées agissant conjointement avec les secteurs populaires et étudiants.

On le voit, de 1830 à 1958, les militaires n'ont jamais cessé d'être présents sur la scène politique, avec une longue période d'exercice conjoint du pouvoir entre civils et militaires à partir de 1935. Ceux-ci ne forment d'ailleurs pas un corps homogène, puisque l'on trouve aussi bien des tenants d'une dictature hostile aux civils et à la quête démocratique entreprise depuis 1936 que des partisans de la modernisation du système politique. Les événements qui se sont déroulés entre le 4 février 1958 (tentative de putsch de Hugo Chavez) et le 6 décembre 1958 (son élection triomphale à la présidence de la République), pourraient s'inscrire dans cette logique : volonté de certains secteurs de l'armée de moderniser le système politique sans tourner le dos aux exigences de la démocratie.

1958 : le pacte de « Punto Fijo »

En 1958, un pacte dit de « Punto Fijo » scelle l'accord entre les élites politiques économiques et syndicales pour éviter le retour des aventures militaires. Ce pacte, signé entre les trois grands partis dont AD et COPEI, régira le système vénézuélien pendant 40 ans. Dans une alternance politique apparente, 6 des 8 élections présidentielles verront le pouvoir passer de l'AD au COPEI, et inversement. Le pacte est un engagement des protagonistes à soutenir le président élu et à se répartir les postes de la République. L'alternance au pouvoir, souvent qualifiée de « loi du Pendule » (ley de Pendulo), assurera la stabilité institutionnelle, garantira un régime des libertés et régulera la vie politique en excluant le Parti Communiste mais en incluant les secteurs radicaux pour mieux les isoler.

Plus qu'un système démocratique, c'est en fait un « despotisme bi-partisan » qui se met en place, avec un partage complet du pouvoir. Pendant un quart de siècle (1958-1983), un modèle économique « rentier » permettra de procéder à une certaine redistribution des énormes revenus

du pétrole, dont l'exploitation, commencée en 1918, fournit l'essentiel de la richesse nationale depuis la Seconde Guerre mondiale (en 1945 le Venezuela est le premier exportateur mondial et sa production dépasse de 73 % celle de l'ensemble du Moyen-Orient).

Dans les années 50, après la nationalisation et la création de Petroleos du Venezuela (Pdvs), la richesse pétrolière sera canalisée vers l'Etat, qui crée de nombreuses entreprises publiques. Les deux partis au pouvoir, conformément au modèle de substitution d'importations, mettent en place un Etat Providence aux ressources immenses qui peut donc pratiquer le clientélisme à grande échelle : subventions aux produits de première nécessité et assistance aux plus pauvres, prébendes et privilèges accordés aux travailleurs d'un secteur public et d'une bureaucratie hypertrophiés, etc.

La hausse des cours du pétrole en 1973 coïncide avec l'élection du président « adeco » Carlos Andrés PEREZ (1974 -1979). Entre alors dans le pays, selon Manuel CABALLERO – universitaire et éditorialiste du quotidien *El Universal* - « tant d'argent que l'on ne sait pratiquement pas quoi en faire ». La consommation des classes moyennes (automobiles, whisky) explose, l'industrie de la construction et la réalisation d'infrastructures routières par l'Etat deviennent des secteurs-clés. L'appropriation privée de ressources publiques nourrit la spéculation foncière, immobilière et bancaire, ainsi que le blanchiment des gains de la corruption. Au lieu de profiter de cette manne pour diversifier l'économie, les dirigeants continuent à entretenir les pratiques clientélistes et le pays demeure dramatiquement dépendant de sa matière première.

A partir de 1983, la chute des cours des hydrocarbures provoque une crise économique durable. Le président Carlos Andrés PEREZ, lors de son second mandat (1989-1993), pensera pouvoir y remédier en adoptant une politique résolument néo-libérale. La dégradation de la situation économique combinant endettement extérieur, dissociation des taux de change au profit des privilégiés, épuisement des réserves monétaires et appauvrissement des couches populaires, le conduisent à adopter un « programme choc » inspiré par les experts du FMI. Les mesures d'austérité surprisent une population qui avait réélu un président auréolé de la prospérité d'un premier mandat au cours duquel il avait répandu la manne pétrolière. La hausse des prix du transport est le détonateur d'une émeute urbaine à Caracas le 27 février 1989, soit moins de 10 jours après l'annonce du plan d'ajustement et 25 jours à peine après la prise de fonctions du nouveau président. Le « Caracazo », qui s'étend à d'autres villes, voit les plus pauvres saccager et piller les commerces, dresser des barricades et incendier des véhicules.. Le président décrète alors l'état de siège et appelle l'armée. La répression est brutale. Le bilan, officiellement de 350 victimes, dépasse sans doute les 1000 morts.

Le groupe d'officiers dont Hugo CHAVEZ deviendra le leader ne pardonnera pas aux « légitimes », à des désordres nés de leur incurie. Ils créent le mouvement Bolivarien Révolutionnaire 200 (1983 est le 2^{ème} centenaire de la naissance de Simon Bolivar "le Libérateur"). C'est au sein de cette « loge » militaire que se prépareront conjurations et programmes de la décennie suivante. Le futur président demeurera traumatisé de cette répression exercée par les forces armées. Il déclarera « J'ai vu de mes yeux des enfants, des femmes et des vieillards mutilés, criblés de balles de fusils et de mitrailleuses ». Il s'engagera à ne plus jamais entraîner les militaires dans de telles actions.

Les émeutes populaires ne ralentissent pas la mise en oeuvre des mesures concoctées par un gouvernement de technocrates formés dans les universités nord américaines. Privatisation des services publics, vérité des prix, suppression des subventions aux produits de première nécessité sont d'autant moins facilement acceptés par la population que la corruption des dirigeants s'étale au grand jour et que le blanchiment de l'argent sale, dont le Venezuela est devenu une plaque tournante, prend de l'ampleur.

C'est donc au nom de la lutte contre un système corrompu que dans la nuit du 3 au 4 février 1992, un groupe d'officiers parachutistes emmenés par le commandant Hugo Chavez tente un putsch techniquement mal conçu et mal exécuté, qui échoue au bout de quelques heures. Une deuxième tentative aura lieu, toujours sans succès, le 27 novembre 1992. H. Chavez, qui va être emprisonné 2 ans et 2 mois avant d'être libéré en 1994 par le président Caldera au nom de la réconciliation nationale, déclare qu'il a échoué pour l'instant (« por ahora »). Il confiera après son élection que son plus grand regret est de n'avoir pas atteint ses objectifs le 4 février (4/F/92).

S'ils avaient mal préparés leur coup d'Etat, les conspirateurs avaient en revanche soigneusement préparé les mesures à prendre en cas de succès de leur tentative. Quatorze projets de décrets révèlent leurs conceptions institutionnelles : dissolution du Congrès, de la Cour Suprême de Justice, du Conseil de la Magistrature, absence de contrepoids à l'exécutif, exclusion de ceux qui ont servi les anciennes administrations – coupables avérés ou « signalés comme tels ». Contre l'équilibre de pouvoirs séparés prôné par Montesquieu, pourtant cher à Bolivar, le MBR 200 se rattache à une « doctrine constituante » rousseauiste de la volonté générale, à une « vraie démocratie participative », préférée aux faux semblants du régime représentatif. Un système politique alternatif se dessine, dont on retrouvera nombre de traits dans le projet de constitution que proposera le Président Chavez en 1999. Quoi qu'il en soit, cette tentative de coup d'Etat a révélé à quel point le modèle mis en place en 1958 est épuisé.

L'épuisement du modèle de 1958

Pendant une quinzaine d'années, le "Punto fijo" a permis de stabiliser la vie politique. Mais à partir de 1973-74, la circulation des élites s'interrompt. Lorsqu'en 1989 l'AD se succède à elle-même – avec Carlos Andrés PEREZ pour la seconde fois – le pacte ne produit plus que des effets pervers. Les appareils partisans centralisés (« roscas ») et le petit groupe de dirigeants cooptés (« cogollos ») désignent les candidats, évacuent les débats idéologiques, monopolisent l'Etat à leur profit. Ils exercent un monopole absolu sur l'activité politique et sociale et écartent toute participation de la société civile vénézuélienne. Les fonctionnaires sont nommés par les partis, les juges – parfois rémunérés par des associations d'avocats – n'ont aucune indépendance, le principal syndicat n'est qu'une courroie de transmission du parti AD, le système apparaît donc complètement contrôlé par les partis.

Outre le Pacte, le deuxième pilier du système est la Constitution adoptée en 1961. Elle définit les Forces Armées comme apolitiques et non délibérantes, donc privées du droit de vote. Les signataires du "Punto fijo" se méfient d'un corps qui n'a cessé depuis le début du XIX siècle d'être tenté par l'exercice du pouvoir. La rotation rapide des postes de commandement dans les armées traduit la méfiance de gouvernants opposés à une direction stable et professionnelle de l'institution militaire potentiellement dangereuse pour la démocratie.

Les dirigeants des partis traditionnels ne perçoivent pas à quel point le système est à bout de course. L'absence de mobilisation populaire en faveur des insurgés du 4 février 1992 les amène à conclure que le rejet du système n'est pas avéré et qu'il suffit d'impulser quelques réformes – comme la décentralisation, seul succès des 15 dernières années – pour se maintenir au pouvoir. Les appareils des partis balaient les mécontentements et les propositions de démocratisation élaborées au sein de leurs organisations. Alors qu'une Commission pour la Réforme de l'Etat (COPRE) formule de nombreuses et intéressantes recommandations depuis 1984, que la réunion d'une Assemblée Constituante est réclamée depuis 1989 par le Frente Patriótico de Luis Miquelina (futur président de la Constituante élue en 1999) et qu'une réforme constitutionnelle est prête depuis la mi-1992, la "cogollocratie" décide de ne rien changer. Ce refus de s'adapter, de réfléchir à des orientations à long terme, pour s'en tenir à la seule tactique électorale, associé à la corruption croissante des structures et à l'impunité des prévaricateurs finiront par décourager jusqu'aux militants des organisations. Les signes de désaffection vont alors de multiplier.

En décembre 1992, aux élections régionales et municipales émerge la Cause Radicale (« Causa R ») née chez les métallurgistes communistes des rives de l'Orénoque. Son leader, le syndicaliste, Andrés Velasquez devient gouverneur du riche Etat de Bolivar et l'instituteur noir Aristóbulo Isturiz remporte la mairie de Caracas. « Causa R » n'a ni organisation, ni statuts, ni cartes d'adhérents. Ses dirigeants affirment : « Pas de Congrès chez nous.... Nous discutons et nous décidons ». Les slogans, clairement antipartis, réclament l'implantation d'une « démocratie radicale et participative », thème que reprendra H. Chavez.

Rafael Caldera gagne les élections présidentielles de décembre 1993. Fondateur du COPEI, déjà président de 1969 à 1974, il avait affirmé devant le Congrès, après le putsch du 4 février 1992, qu'« on ne peut demander à un peuple qu'il s'immole lui-même au nom de la démocratie ». En rupture avec son parti, misant sur l'impact de son image personnelle d'honnêteté, il s'était présenté comme candidat d'une coalition hétéroclite incluant le P.C., le Mouvement vers le Socialisme (MAS), des transfuges de l'AD et des dissidents du COPEI. Ces deux derniers partis, avec moins de 46 % des voix aux législatives, perdent près de la moitié des suffrages qu'ils recueillaient au cours des trois premières décennies de « puntofijismo ». Ils ne comprennent cependant toujours pas ce nouveau signal de l'électorat et vont s'effondrer en 1998.

Si Hugo Chavez l'emporte aisément aux présidentielles du 6 décembre 1998, c'est donc tout d'abord parce que les hommes et les institutions sont discrédités. Pour 78 % des vénézuéliens, la responsabilité de la crise politique et économique incombe aux partis qui se partagent le pouvoir. La corruption et l'impunité de leurs dirigeants n'est plus supportée. Chavez propose de balayer ce système politique « moribond » et d'en fonder un meilleur, avec de nouveaux acteurs et une nouvelle Constitution.

Enfin, le système économique connaît lui aussi une crise profonde et ne fonctionne plus. Les inégalités deviennent abyssales (10 % des vénézuéliens détiennent la moitié de la richesse nationale), le taux de croissance est négatif (- 0,8 %), l'inflation avoisine 30 %, les taux d'intérêt 40 %, le bolivar a perdu en 15 ans plus des 9/10^e de sa valeur par rapport au dollar. La richesse nationale continue à reposer sur les rentrées pétrolières (avec 3,3 millions de barils par jour, le pays est le premier fournisseur des Etats-Unis), mais les cours sont au plus bas depuis 25 ans. Le déficit budgétaire, – dont la fraude fiscale constitue près des 2/3 – atteint 10 % du PIB. La dette extérieure est de 23 milliards de dollars tandis que les avoirs vénézuéliens déposés à l'étranger

représentent quatre fois ce montant (90 milliards de dollars). Les faillites frauduleuses mettent à bas le système bancaire. Le chômage officiel est de l'ordre de 16 %, mais la moitié des Vénézuéliens sont employés dans le secteur informel en crise lui aussi. Le fonctionnement des services publics – routes, écoles – est de plus en plus déficient, alors que le secteur sanitaire s'est dégradé à l'extrême. Une étude révèle que le PIB par habitant est inférieur à ce qu'il était en 1968. Les pauvres représentent, selon Hugo CHAVEZ, 80 % de la population. Le pouvoir d'achat des classes moyennes a chuté de 60 % en 15 ans.

Crise économique très grave, crise politique apparemment insoluble, la société vénézuélienne était mûre pour se confier à un leader charismatique.

Hugo CHAVEZ : une énigme au pouvoir

Quelle est la personnalité de celui qui est élu en décembre 1998, tirant profit de cette situation de crise et du total discrédit des partis traditionnels ? Fils d'instituteurs, né le 28 juillet 1954, formé à l'Académie Militaire et à l'université où il eut la réputation d'être un «boulimique curieux de tout..... jusqu'à une certaine confusion », aimant à citer aussi bien Rousseau que Jésus, Gramsci que la vie des saints, Hugo CHAVEZ croit sans doute que sa destinée, fixée par Dieu, est de transformer radicalement son pays. Simon Bolivar est son héros au point de vouloir fonder une République bolivarienne et de rebaptiser le Venezuela. Ses amitiés sont diverses, de Fidel Castro à Carlos Menem et au sociologue argentin fascinant Norberto Ceresole. Il souhaitera même inviter à sa prestation de serment l'ancien dictateur Perez Jiménez. Il puise des maximes de sagesse orientale dans un petit recueil d'un jeune argentin Lucas Estrella intitulé "l'Oracle du guerrier". Celui qui se faisait appeler « le centaure des Llanos » est décrit par ses détracteurs comme « autoritaire, violent et inflexible ». Il est au contraire pour ses proches, un homme « ouvert, conciliant, intelligent, sensible et drôle ». Doué d'habileté tactique et d'un grand sens de l'organisation, il est doté d'une extraordinaire capacité de communication et d'adaptation de ses messages aux auditoires les plus divers. Sincère, persuasif et charismatique pour certains, il apparaît à d'autres comme un faux naïf, un « charmeur de serpents » qui parvient à anticiper ce que ses interlocuteurs souhaitent entendre.

Lorsqu'on l'interroge sur les variations de son discours, il affirme qu'il ne change pas mais que ce sont les circonstances qui diffèrent, le militaire au béret rouge et au fusil ne pouvant tenir les mêmes propos que le Chef d'Etat. Il ne se reconnaît d'idéologie qu'humaniste et bolivarienne, revendique comme idéaux le patriotisme, la bonne gouvernance et la droiture morale. Il affirme qu'il ne vacillera pas dans sa volonté de chasser les «voleurs de 40 ans», de faire table rase du passé, d'assurer la participation citoyenne des «plus humbles» à la vie publique. «Si être populiste, c'est avoir le souci de peuple», alors il s'accepte populiste. Tout comme il se dit «révolutionnaire » mais «pacifique et démocrate».

Sa base sociale est large, populaire. Elle rejette les anciens partis et met ses espoirs dans un changement radical qu'incarne un homme providentiel qu'elle a désigné par les urnes. On sait que la force de l'adhésion personnelle à un leader charismatique est aussi sa faiblesse, comme ce fut le cas pour Nasser, Perón, Velasco, Omar Torrijos, Otelo de Carvalho, auxquels Hugo Chavez est parfois comparé. Le président péruvien Alberto Fujimori, autocrate élu, se réjouira publiquement, lors de la prise de fonctions du chef de l'Etat vénézuélien, de l'apparition en Amérique latine d'une « tendance au présidentielisme », gage selon lui d'efficacité.

Le Président Chavez s'appuie sur trois groupes, au sein desquels et entre lesquels les tensions sont vives. Les anciens conjurés du Mouvement Bolivarien Révolutionnaire sont des officiers sincèrement désireux d'abattre l'ordre ancien corrompu. Mais leurs convictions démocratiques sont sans doute peu ancrées. Chavez, qui les connaît mieux que les civils, leur a confié d'importantes responsabilités publiques. Ils ne constituent cependant qu'un secteur des Forces Armées et comptent déjà en leur sein nombre de dissidents, comme le général Baduel, ancien secrétaire privé de H. Chavez ou l'ancien général Francisco Visconti, qui regrette le « coût » de la démocratie et souhaite « accélérer » la révolution par la force des armes. De même, des dirigeants de l'ancien MBR se sont éloignés de Chavez, comme le puissant gouverneur de l'Etat occidental du Zulia, Francisco Arias Cardenas (il a annoncé sa candidature aux présidentielles de mai 2000) ou encore le chef de la sécurité d'Etat Jésus Urdaneta

Le second soutien du Chef de l'Etat est constitué de civils, issus des milieux d'affaires ou des secteurs politiques n'appartenant pas aux deux anciens partis de gouvernement. A la tête du parti chaviste (le Mouvement V^{ème} République), l'octogénaire Luis Miquilena apparaît comme l'homme le plus puissant du pays après le président. Le MVR est un ensemble composite et peu opérationnel, dont le seul ciment est son chef. D'où une logique messianique et un fonctionnement verticaliste de type « avant-garde », mais aussi une diversité d'opinions qui s'exprimera dans les débats de la Constituante. Le MVR a constitué pour les élections un Pôle Patriotique avec le parti Patrie Pour Tous (PPT), né d'une scission de « Causa R. ». Ce parti manque de cadres et ses bases sont faibles. Enfin le Mouvement vers le Socialisme (Movimiento Al Socialismo, MAS) est nettement à gauche, appui aussi H. Chavez. Mais ce dernier se méfie de dirigeants qu'il juge « opportunistes ».

Le troisième pilier du régime est le Haut commandement des Forces armées. Le président leur a octroyé au sein du gouvernement un rôle considérable, nettement plus important que celui qu'il avait pendant la dictature de Perez Jimenez. Ce Haut commandement n'est lui non plus pas monolithique. A la tête d'un « Front militaire institutionnel », le général Ochoa, ancien ministre de la Défense lors du putsch de 1992, a déjà mis en garde le Chef de l'Etat contre la politisation des Forces armées et la militarisation du régime.

On le voit, si la popularité du président est pour l'heure considérable, il ne peut compter sur des soutiens institutionnels solides. Bien au contraire, ce qui ressort de cet examen est une impression de très grande hétérogénéité, y compris au sein de la caste militaire dont il est issu. Si les militaires sont très présents dans son administration comme dans son entourage, il s'agit plus de compagnons d'armes qu'il connaît bien et qu'il espère fideles que de représentants d'une institution qu'il contrôlerait et qui aurait recouvré à travers lui une place prééminente dans l'appareil d'Etat. Bien plus, les désaccords et mises en cause de sa politique en provenance de ses soutiens s'affirment chaque fois plus au grand jour. Certes, dans son émission hebdomadaire radio télévisée, il dénonce et menace régulièrement les « traîtres » et leur promet les pires vilenies, comme d'ailleurs a tous ceux qui s'opposent à lui. Mais pour l'heure il s'en est tenu à ces envolées verbales et n'a pas cherché à faire taire ses opposants de manière autoritaire. Ne se définit-il pas comme « un révolutionnaire démocrate » (entretien à *El Pais* le 25-10-1999) ?

Le verbe est bien, associé à un art consommé d'utilisation des actes symboliques, l'un de ses

principaux ressorts politiques. Cela est manifeste lorsque l'on tente de dresser le bilan de sa première année de mandat.

Audace politique, pragmatisme économique, prudence en politique étrangère

Le bilan politique d'une année de Présidence Chavez est assez impressionnant. En dépit de leurs mises en garde et de la mobilisation de leurs ressources clientélistes traditionnelles, les anciens partis apparaissent pour l'heure balayés de la scène politique. Dans la mesure où ils ne se sont pas engagés dans un aggiornamento de fond en comble, il n'est pas certain qu'ils refassent surface à court terme.

Lorsqu'il prend ses fonctions, le 2 février 1999, le nouveau Président dispose d'un capital personnel de popularité considérable, mais il n'a pas les moyens de mener à bien ses projets politiques. La chambre élue en novembre 1998, un mois avant l'élection présidentielle (la disjonction des élections avait été une manoeuvre des partis traditionnels pour éviter leur déroute annoncée aux présidentielles) demeure dominée par la vieille classe politique. Elle ne va cesser de chercher à entraver les projets de H. Chavez. Ce dernier en appelle donc à un référendum le 25 avril 1999, qui approuve à plus de 80% des votants la convocation d'une Constituante. Celle-ci, dominée par ses fidèles, va rapidement commencer à examiner le projet de constitution que lui a remis le président.

L'année 1999 va alors être un rapport de force permanent entre les pouvoirs constitués toujours en place et H. Chavez. L'assemblée législative refuse-t-elle au président l'autorisation de sortir du territoire ? Il menace de la dissoudre et elle décide de ne plus se réunir pendant un certain temps. Refuse-t-elle un projet de loi ? L'assemblée constituante décide de s'attribuer les pleins pouvoirs législatifs, dans un acte classique de tous les processus de type révolutionnaire. Le président menace-t-il le tribunal suprême ? Celui-ci s'auto-dissout. Dénonce-t-il des journalistes ? Ceux-ci préfèrent quitter le pays. Le curieux de la situation est que jamais Hugo Chavez n'a "franchi la ligne jaune", pour reprendre l'expression d'un diplomate. Il a souvent menacé de le faire. Cette menace a en général suffi pour que ce qu'il souhaitait se réalise. De fait, sa popularité et le rejet de l'ancien système sont tels que nombre d'opposants préfèrent se soumettre à son bon vouloir et le laisser faire. Ils savent que face au tribunal de l'opinion publique, la légitimité n'est pas de leur côté.

Une nouvelle constitution est donc élaborée (voir encadre) et adoptée par référendum le 16 décembre 1999 (68,05% de oui, 27,51% de non, 4,43% blancs ou nuls). Elle présente plusieurs caractéristiques, dont certaines s'inspirent du modèle français de la Vème République. Elle marque tout d'abord un renforcement considérable des pouvoirs du Président de la République, et un affaiblissement corrélatif du parlement. Celui-ci est désormais réduit à une chambre (De Gaulle en 1969 avait échoué à réformer le Sénat). Cela constitue une originalité dans un système fédéral, puisque traditionnellement la seconde chambre est censée représenter les Etats à parité, la première chambre représentant la population en fonction de son importance numérique. Le président aura la possibilité de solliciter un second mandat consécutif, rejoignant en cela une évolution que plusieurs pays d'Amérique latine ont connu depuis une dizaine d'années (Pérou, Argentine, Brésil) et qui se généralisera probablement, pour des impératifs de bonne gouvernance.

Les innovations principales de ce texte sont cependant dans les dispositions de “démocratie participative” qu’elles mettent en place. Il est fait une large place au referendum d’initiative populaire et le Président peut être démis de ses fonctions par cette voie. Surtout, un “pouvoir citoyen” est créé aux cotés des pouvoirs classiques exécutif, législatif et judiciaire. Il a pour mission de contrôler “l’éthique publique, la moralité administrative, la bonne gestion du patrimoine de la nation...” Enfin, les garanties d’indépendance du pouvoir judiciaire sont très grandes.

On a dit tout et son contraire de cette constitution, en particulier qu’elle serait inapplicable parce que trop longue (350 articles) et trop idéaliste. Notons toutefois qu’elle ne détient pas le record de longueur (la constitution brésilienne la dépasse largement) et que ce type de considération n’a pas grand sens. On est en présence de l’une de ces “constitutions programmes” que la théorie constitutionnelle connaît bien. Elles visent tout autant à fixer les règles de fonctionnement des pouvoirs publics qu’à donner des objectifs à atteindre à ces mêmes pouvoirs. Les longs développements en matière de droits de l’homme et du citoyen présents dans la nouvelle constitution doivent en particulier être lus dans cette optique. En fait, comme toujours en matière de charte constitutionnelle, tout dépendra de la pratique qui sera mise en oeuvre pour appliquer les dispositions du texte.

Quelle sera la destinée de ces pouvoirs citoyens et judiciaires indépendants lorsque, à l’issue des “mega élections” (présidentielles, législatives, locales), convoquées pour le 28 mai 2000 en application de la nouvelle constitution, H. Chavez disposera selon toutes probabilités de confortables majorités dans toute la fédération ? Ces élections devraient permettre l’émergence d’un nouveau personnel politique, hors des partis traditionnels. Le renouvellement des élites s’en trouvera accéléré, et cela est plutôt positif. Mais si ces nouveaux élus placent le principe de fidélité à H. Chavez avant toute autre considération, ce dernier ne sera-t-il pas tenté d’exercer le pouvoir de manière chaque fois plus personnelle ?

Le risque est sans doute réel. Nous l’avons noté, ses soutiens sont hétéroclites. Ils ne constituent pas des forces politiques à proprement parler et les critiques virulentes à son action n’ont jamais cessé. De plus, s’il a emporté haut la main tous les scrutins organisés en 1999, force est de constater que le niveau d’abstention a été croissant. L’adoption de la constitution s’est ainsi faite avec 54% d’abstentions. Il faudra observer le taux d’abstentions lors des “mega élections” de mai 2000. Tout porte à croire en une certaine lassitude de la population devant ces convocations aux urnes à répétition. La question essentielle, pour l’immense majorité, se situe dans le champ de l’économie.

Le redoutable défi de l’économie

L’année 1999 a été particulièrement mauvaise (voir les données chiffrées dans les fiches pays). En dépit de l’envolée du prix du pétrole (il a presque triple en moins d’un an), la chute du PIB a atteint 7,2%. L’ensemble de l’activité économique s’est ralentie et le chômage s’est encore aggravé. Les terribles inondations de décembre ont fait près de 50 000 morts et plus de 200 000 sans abris. Certains indicateurs macro économiques sont cependant plutôt encourageants : l’inflation a baissé (29,9% en 1998, 20,1% en 1999), le solde de la balance commerciale s’est

redressé (+ 9,2 milliards de dollars), le déficit budgétaire chronique a été réduit. Les analystes financiers n'ont pas modifié le classement du Venezuela en dépit des incertitudes politiques : fin 1998 comme fin 1999, ils plaçaient ce pays parmi les "risques élevés". Plusieurs facteurs laissaient à penser cependant qu'une reprise pourrait intervenir en 2000, en raison de la solidité financière du pays (le Venezuela, en dépit de ses difficultés, n'a pas demandé de moratoire ou de rééchelonnement de sa dette), de l'immensité de ses ressources naturelles et des mesures adoptées par la nouvelle équipe.

En effet, les décisions prises par le président Chavez tout au long de l'année 1999 ont plutôt rassuré les observateurs. Rien n'a été fait pour fermer une économie désormais totalement ouverte aux investissements étrangers, que le président n'a cessé d'appeler de ses vœux. Le secteur bancaire et les assurances sont aujourd'hui en grande partie contrôlés par des capitaux espagnols. Sa volonté de diversifier l'économie (le pétrole représente 75% des exportations) a été maintes fois affirmée, et nombre de décisions visant à simplifier les procédures administratives ont été prises, en vue de faciliter l'innovation et les créations d'entreprises. Les secteurs porteurs sont bien sur les mines et la pétrochimie, mais aussi le tourisme, les infrastructures, la construction.

Devant les dénonciations réitérées du néolibéralisme et de ses dangers, beaucoup redoutaient un retour rampant de l'étatisme, en particulier en voyant combien la nouvelle constitution cherchait à consacrer un Etat fort. Rien de tel n'est intervenu. Bien au contraire, le président a par exemple ouvert le secteur des télécommunications et celui des fonds de pension. Il a certes réaffirmé que le secteur pétrolier ne serait pas privatisé. Faut-il s'en étonner, lorsque l'on sait que 50% des recettes fiscales de l'Etat proviennent de ce secteur ? Le Chili de Pinochet et ses "Chicago boys" n'a jamais privatisé le cuivre...

Chavez sait qu'il sera jugé par la population sur le terrain de l'économie. Il s'est donné comme objectif de combattre la misère et de faire progresser la justice sociale. Ayant fait table rase de l'ancien régime et ayant conquis les moyens de gouverner, il ne peut se permettre d'échouer sur ce terrain. Il s'est pour ce faire entouré d'une équipe totalement nouvelle, souvent idéaliste mais d'une grande technicité, et l'ensemble de ses décisions ont été marquées d'un grand pragmatisme. Il a conscience que dans l'économie globalisée d'aujourd'hui, les marges de manoeuvre d'un pays totalement dépendant de ses recettes d'exportation sont extrêmement réduites: D'où sa très grande prudence en matière de politique extérieure.

Rassurer les partenaires extérieurs

Depuis sa prise de fonctions, Chavez a beaucoup voyagé : Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Cuba, Canada, Etats-Unis, France, Espagne, Italie, Allemagne, plusieurs pays d'Asie.... Il fallait rassurer des partenaires inquiets des diatribes contre le néo-libéralisme, des formules aux relents tiers-mondistes, de l'amitié affichée avec Fidel Castro, des appels à la construction d'un monde multipolaire. Il était indispensable de montrer que l'on pouvait tenir des discours radicaux à l'intérieur ou dans les forums extérieurs et être un partenaire fiable dans les échanges bilatéraux. Force est de constater que cette opération de séduction à l'étranger a plutôt bien réussi. Les Etats-Unis eux-mêmes, qui avaient de telles préventions contre Chavez qu'en 1998 ils lui avaient refusé un visa d'entrée, n'ont semble-t-il aujourd'hui plus aucune inquiétude. Leur principal

fournisseur de pétrole demeure un interlocuteur sur lequel on peut compter. Des tensions ont bien surgies avec la Colombie après que Chavez ait annoncé que si l'Etat Colombien ne parvenait pas à contrôler l'activité des guerrillas sur la frontière, il était prêt à négocier directement avec celles-ci. Une fois de plus, il semble qu'il se soit laissé emporter dans un discours enflammé. Devant les réactions colombiennes, il a prudemment tempéré ses propos.

La grande ambition de H. Chavez en politique étrangère est en fait de contribuer, dans une vision tout à fait bolivarienne, au regroupement de l'Amérique du sud. Il a maintes fois rencontré son homologue brésilien, Fernando Enrique Cardoso, et a affirmé sa volonté d'intégrer seul le Mercosur si les négociations avec la Communauté andine piétinaient. L'intégration est pour lui une nécessité et un thème politique absolument majeur. Nécessité, car la construction d'un monde multipolaire, la lutte contre les effets pervers de la globalisation, passent par l'intégration latino-américaine. Lors du sommet ibero-américain qui s'est tenu à La Havane en novembre 1999, il a proposé une intégration politique, économique et militaire. L'intégration militaire était présentée comme un moyen de lutte contre le sous-développement. On retrouvait là ses idées de conférer à l'armée des fonctions non militaires, au service de l'ensemble de la population et d'abord à celui des plus nécessiteux:

Sur ce point de l'intégration au Mercosur, la situation était peu claire au début de l'année 2000. Le Brésil avait commencé à négocier seul avec les pays de la Communauté andine la crise interne engendrée par la dévaluation du real au début 1999. Le Venezuela avait approuvé cette initiative et voulait en tirer exemple. Si les négociations dans un cadre multilatéral tardaient trop à s'ouvrir, il se proposait de négocier seul avec le Brésil.

Quoi qu'il en soit, le dynamisme du Venezuela sur la scène internationale est quelque chose de relativement nouveau: Un sommet de l'OPEP devait de tenir en 2000 à Caracas. Extrêmement attentif à l'opinion publique internationale, s'en prenant avec virulence dans ses allocutions radio-télévisées à certaines opinions formulées dans les media étrangers, la marge de manoeuvre de H. Chavez en politique étrangère est aussi extrêmement faible. Là encore, il a choisi de s'ouvrir sur l'extérieur, de rechercher l'intégration avec ses voisins immédiats. Le résultat ne dépend pas que de sa seule volonté....

Au terme de ce bilan contraste des initiatives multiples prises par l'ancien putschiste durant sa première année de mandat, il convient de s'interroger sur le cas vénézuélien dans une perspective plus large. Est-on en présence d'un épiphénomène propre au pays considéré ou au contraire les changements observés sont-ils emblématiques d'évolutions observables ou prévisibles ailleurs en Amérique latine ?

Emergence d'un nouveau modèle politique ?

relations directes, sans médiations partisans

rôle tutélaire dévolu à l'armée

décentralisation et citoyenneté

Références bibliographiques

- ABELLARD, Alain , « L'ex-putschiste, qui a conquis le pouvoir par les urnes, reste une énigme politique », *Le Monde*, 5/8/1999
- ARVELO RAMOS, Alberto, *El dilema del chavismo. Una incognita en el poder*, Caracas, El Centauro / José Agustin Catala, 1998
- BARTHELEMY, Françoise, « Vénézuéla », *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Encyclopaedia Britannica, 1995
- CABALLERO, Manuel , *La crisis de la Venezuela contemporanea*, Caracas, Monte Avila, 1998
- CASTELLS, Manuel, « Venezuela : globalización y democracia », *El País*, 6/9/1999
- COFRE, *Participacion ciudadana y democracia*, Caracas, COFRE, 1998
- DABENE E(Olivier), “Un pari populiste au Venezuela”, *Critique internationale*, 4, ete 1999
- van EEUWEN, Daniel, « La sélection des candidats présidentiels au Venezuela », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 19, Octobre 1995
- LANZ, Rigoberto, “Venezuela : los limites de la democracia made in USA”, in Lorenzo Meyer et Jose Luis Reyna, coord., Mexico, Siglo XXI, 1989
- QUENAN, Carlos, “Venezuela, un redressement economique inacheve”, *Problemes d'Amerique latine*, 29, 1998
- RAMIRES ROJAS, Kléber, *Historia documental del 4 de febrero*, s.e.d., Caracas, 1998
- RANGEL, José Vincente, « Foro », Analítica Research, site Venezuela Analítica editores, 1999